

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

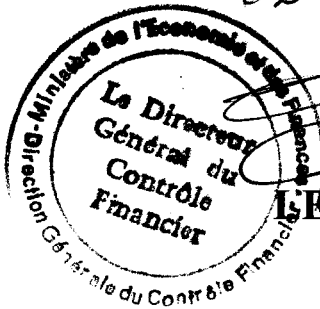
-----  
CABINET

BURKINA FASO

-----  
Unité - Progrès - Justice

*Visa CFH n° 01435*  
*02-02-2010*

Arrêté n°2010 - 028 /MEF/CAB  
portant fixation de seuil de délégation  
d'attributions entre le Directeur général des  
marchés publics et les Spécialistes en  
passation des marchés.



**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2008- 517/PRES/PM du 03 Septembre 2008 portant remaniement du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2008- 403/PRES/PM/SGG-CM du 10 Juillet 2008 portant organisation type de départements ministériels ;
- Vu** le décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu** la loi n°006 – 2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** le décret n° 2003 – 567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006 – 2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les Spécialistes en passation des marchés placés auprès des administrations centrales et locales reçoivent délégation de compétences du Directeur général des marchés publics sur ses attributions conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret N°2008 - 173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public au Burkina Faso.

**Article 2** : Le présent arrêté définit les seuils de délégation d'attributions entre le Directeur général des marchés publics et les Spécialistes en passation des marchés qui sont des démembrements de la Direction générale des marchés publics auprès des entités administratives centrales et locales.

Ainsi :

1. Pour les contrats relatifs aux travaux, la délégation de compétence autorisée porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Deux cent millions (200.000.000) F CFA;
2. Pour les contrats relatifs aux fournitures et équipements, la délégation de compétence autorisée porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cent millions (100.000.000) F CFA ;
3. Pour les contrats relatifs aux prestations intellectuelles, la délégation de compétence autorisée porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA;
4. Pour les contrats relatifs aux services courants, la délégation de compétence autorisée porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA ;
5. Les requêtes aux fins d'avis pour le recours à la procédure d'appel d'offres restreint ou accéléré dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50 000 000) F CFA.

**Article 3** : La délégation d'attribution ne concerne pas les dossiers ayant fait l'objet de divergence ouverte entre les différentes commissions que ce soit la sous commission technique, la Commission d'attribution des marchés, la commission de réception et la Personne responsable des marchés. Les dossiers objets de litige ou contentieux sont transmis à la Direction générale des marchés publics pour traitement.

Il en est de même :

1. des dossiers pour lesquels les décisions du Spécialiste en passation des marchés sont contestées officiellement de façon écrite par le Ministère concerné ou par les autorités du Ministère de l'Economie et des Finances.
2. des dossiers à soumettre directement à l'attention de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances et/ou du Ministre en charge du Budget sur des questions liées aux marchés publics ;

3. de tous les dossiers pour lesquels les premiers responsables des structures déconcentrées de la Direction générale des marchés publics seront récusés.

**Article 4 :** Les Spécialistes en passation des marchés sont tenus de rendre compte à Monsieur le Directeur général des marchés publics de la gestion de la délégation d'attributions qui leur est faite à travers la production mensuelle de rapport d'activités.

Ce rapport dont le contenu sera précisé par note de service du Directeur général des marchés publics est transmis au plus tard le 3<sup>ème</sup> jour ouvrable du mois suivant celui du déroulement des activités.

**Article 5 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment l'Arrêté n°2009-343/MEF/CAB du 23/09/2009 prend effet pour compter de sa date de signature.

Ouagadougou, le 08/02/2010



**Ampliations :**

- Large diffusion
- Chrono
- JO